

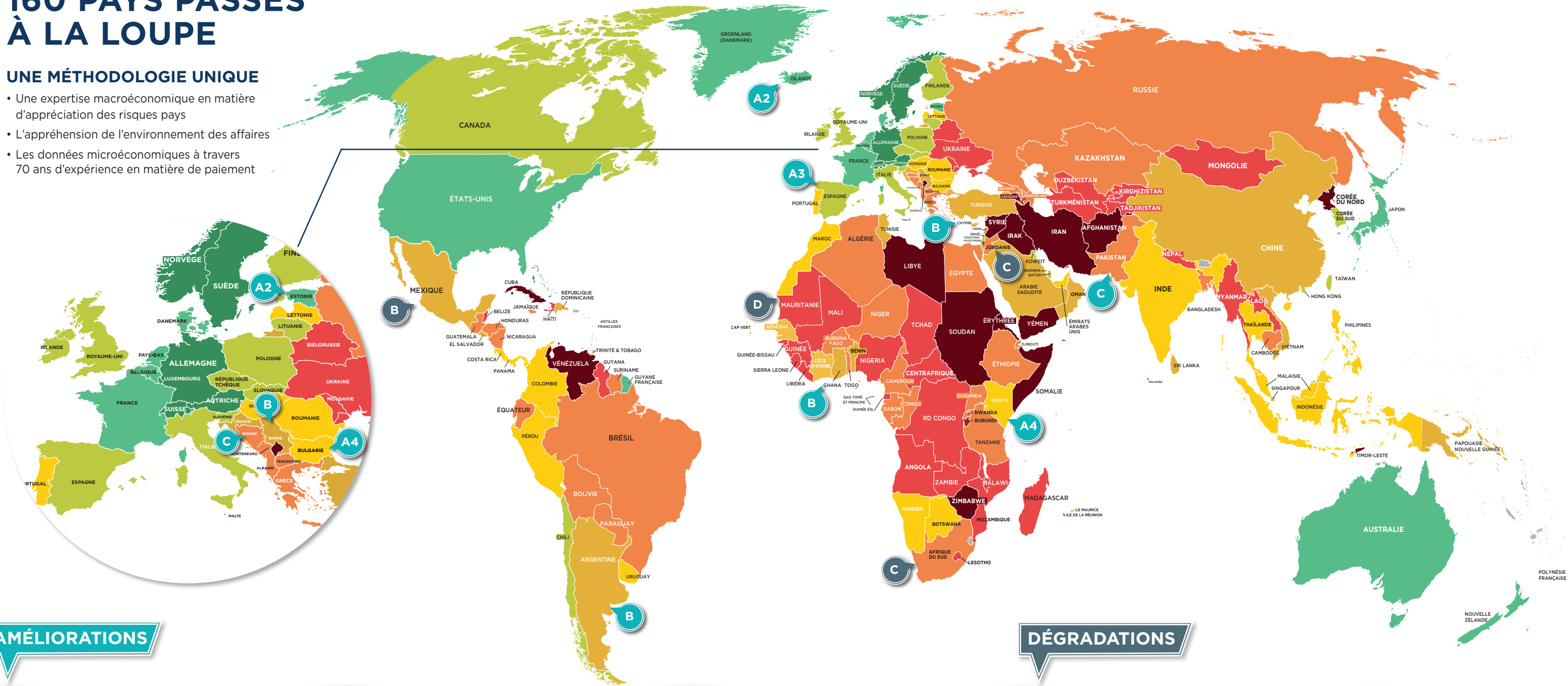
RISQUE D'IMPAYÉS DES ENTREPRISES



160 PAYS PASSÉS À LA LOUPE

UNE MÉTHODOLOGIE UNIQUE

- Une expertise macroéconomique en matière d'appréciation des risques pays
- L'appréhension de l'environnement des affaires
- Les données microéconomiques à travers 70 ans d'expérience en matière de paiement



AMÉLIORATIONS

DÉGRADATIONS

ARGENTINE **B**

- Améliorations depuis l'élection du président Macri : libéralisation du taux de change, accès aux devises facilité et assouplissement des procédures pour les importations et exportations

BULGARIE **A4**

- Confirmation de la reprise avec une croissance modérée
- Consolidation du secteur bancaire

ESPAGNE **A3**

- Fin d'une impasse politique de 10 mois
- Croissance dynamique malgré un ralentissement : 2,3 % en 2017
- L'endettement des entreprises s'est réduit et les défaillances diminuent
- Bonne performance des exportations

ISLANDE **A2**

- Croissance de 4% prévue en 2017
- La levée en cours du contrôle des capitaux est un signal positif pour les investisseurs étrangers
- La dette publique a baissé et le budget de l'État resterait excédentaire

KENYA **A4**

- Reprise du tourisme, augmentation des investissements publics et amélioration du climat des affaires
- Les exportations (thé, produits horticoles) devraient continuer de progresser

PAKISTAN **C**

- Amélioration du climat des affaires
- Lancement de la coopération avec la Chine en matière d'infrastructures de transport et énergétiques
- Accélération des investissements des entreprises

AFRIQUE DU SUD **C**

- Très faible croissance et contraction de l'activité manufacturière
- Dégradation du risque politique et mécontentement social
- Le rand devrait rester fortement volatil et les entrées de capitaux sont incertaines

JORDANIE **C**

- L'économie reste au-dessous de son potentiel de croissance
- L'afflux massif de réfugiés pèse sur la dynamique des salaires, dans un contexte de chômage élevé et de hausse de l'inflation
- La dette publique est élevée

MEXIQUE **B**

- Incertitudes autour d'éventuelles mesures protectionnistes, liées aux échanges commerciaux avec les États-Unis
- Les investissements publics devraient être limités à cause de la faiblesse des revenus pétroliers